



Mercredi 10 avril 2024

Bonjour,

Les 16 réseaux nationaux acteurs de la concertation pour une loi du droit à l'emploi ont le plaisir de vous inviter à un point presse à l'occasion de la première conférence territoriale :

Mercredi 17 avril à 12h30

à Laval

salle des Ondines

(rue Christian d'Elva - 53810 Changé)

en présence de :

- **Gwénaél Poisson**, Vice-président de Laval Agglomération en charge de l'emploi et l'insertion
- **Patrice Morin**, Conseiller communautaire de Laval Agglomération délégué à la Politique de la ville

et des représentants des réseaux engagés dans la concertation :

- **Jacques Beauvallet**, Président de la Mayenne et du Castelbriantais Emmaüs France
- **Claude Harout**, Pacte Civique
- **Anne-Marie de Pasquale**, Déléguée nationale ATD Quart Monde France
- **François Nogué**, Président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée

Le programme de la journée :

9h30 : Accueil convivial et introduction de la journée en présence de Florian Bercault, Maire de Laval et Président de Laval Agglomération

11h : Plénière collaborative sur les principes et l'approche générale du droit à l'emploi

12h30 : Déjeuner convivial

14h30 : Ateliers de travail en sous-groupes sur les thématiques suivantes :

- La privation durable d'emploi
- Les entreprises de lutte contre la privation d'emploi
- Garantir au niveau territorial le droit à l'emploi
- Garantir au niveau national le droit à l'emploi

17h : Clôture de la journée

Une concertation sur le droit à l'emploi, pour quoi faire ?

A l'heure où l'objectif de plein emploi est affiché comme une priorité par le Gouvernement, force est de constater qu'une partie de la population reste exclue du marché du travail.

Alors que les acteurs du droit à l'emploi font la démonstration que l'accès au droit à l'emploi dans les territoires est possible, nous sommes convaincus que notre pays doit se mobiliser et innover pour parvenir à mettre fin à la privation durable d'emploi et à garantir à chaque personne souhaitant travailler la possibilité de le faire. Et ainsi donner corps au principe constitutionnel qu'est le droit d'obtenir un emploi.

C'est dans cet objectif que 16 structures nationales engagées pour l'emploi et pour la solidarité, fortes de leur expérience de terrain, ont fait le choix de s'engager collectivement dans une grande concertation nationale pour une loi du droit à l'emploi tout au long de l'année 2024. Territoires zéro chômeur de longue durée y participe et se mobilise.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de la concertation :

Découvrir la concertation



Merci de confirmer votre présence auprès de : **Juliane ROUGEMONT**
- juliane.rougemont@tzclfd.fr / 06 95 58 44 75

